



Jeudi 28 mars : constitution d'un Collectif Éducation en Lutte - Nord

A l'appel de collègues du collège Jean Jaurès de Lomme, mobilisé·e·s avec des parents d'élèves contre la mise en place de groupes de niveaux en français et en mathématiques au collège, une cinquantaine de personnes s'est réunie en mairie de Lomme. Plusieurs établissements étaient représentés :

ARMENTIÈRES Lycée Gustave Eiffel - GENECH Lycée Charlotte Perriand - HAUBOURDIN Collège Jules Ferry, Collège Le Parc, Lycée Beaupré (SEP) - HELLEMES Collège Saint-Exupéry - LILLE Collège Makéba, Lycée Faidherbe - LOMME Collège Jean Jaurès, Collège Guy Mollet - PÉRENCHIES Collège Théodore Monod - VILLENEUVE D'ASCQ LP Dinah Derycke - WATTRELOS Collège Pablo Neruda

Un tour de parole des personnes présentes a permis de faire le point sur la situation dans les établissements. Une discussion a suivi à propos des actions possibles contre « le choc des savoirs ».

La mobilisation est inégale selon les établissements, des collègues sont très opposé·e·s à cette réforme, d'autres sont simplement sceptiques sur la faisabilité sans moyens supplémentaires et un nombre important de collègues « ne veulent pas savoir » et évitent le sujet. Les parents d'élèves ont indiqué participer à la mobilisation avec les équipes de collèges. L'inquiétude est grande chez un certain nombre de parents d'élèves de CM2 - certains enfants s'inquiètent déjà de se retrouver dans le "groupe des nuls". Des parents voudraient comprendre précisément la réforme. Des parents qui ont vécu la réforme du lycée pour leurs plus grand·e·s font état d'un réel effet destructurant pour elles et eux.

Les collègues de lycées le confirment : la réforme du lycée a été un fort dérèglement, avec la disparition du groupe « classe », une multitude de profs en conseil de classe, une concertation difficile voir impossible... Cela a des conséquences désastreuses sur les emplois du temps (EdT) des enseignant·e·s mais aussi des élèves. Les EdT sont pour une grande partie en « barettes », les enseignant·e·s ne peuvent plus émettre de vœux... il est à prévoir que les mêmes contraintes pèseront sur les conditions de travail des professeur·e·s de français et de mathématiques au collège, et aussi sur les EdT des autres professeur·e·s.

La réforme du lycée a eu un effet délétère sur les élèves : liens amicaux, constitution des groupes de travail... avec un impact très concret sur le bien-être des élèves. C'est socialement et psychologiquement destructurant (cet aspect destructurant revient beaucoup dans les prises de parole des collègues de lycées), avec « un bordel organisationnel incroyable ». Le choc des savoirs en collège aura les mêmes conséquences.

Or si des collègues de collège ont l'illusion que la constitution de groupes de niveaux va aider à résoudre le sureffectif des classes et la dégradation de leurs conditions de travail, tout en permettant aux élèves de mieux progresser, c'est une vieille illusion : la recherche a clairement établi que les groupes de niveaux ont un effet positif marginal sur les bons élèves, et un grand effet négatif sur les élèves en difficulté, qui se retrouvent relégué·e·s : les études scientifiques sérieuses et les expérimentations ont prouvé que les groupes de niveau n'aidaient pas à améliorer le niveau des élèves et accentuaient les inégalités scolaires.

Des parents, enseignant·e·s, AESH, psy EN et CPE présent·e·s à cette réunion ont exprimé leur vive inquiétude pour les élèves à besoins éducatifs particuliers, ou suivi·e·s par la MDPH. Le risque qu'ils et elles soient plus fréquemment relégué·e·s dans les groupes d'élèves faibles est réel, quelle que soient leurs difficultés ou leur handicap ! Aucune information n'a été donnée pour ces élèves. Des collègues informent aussi sur la possibilité, évoquée dans plusieurs collèges, de fusionner le groupe des faibles avec les élèves de SEGPA - qui ont pourtant un profil scolaire différent, et nécessitent un enseignement spécialisé.

Et comment dire à un enfant : "toi à partir de maintenant, tu vas dans le groupe des faibles" ?

De nombreux éléments ont ainsi été mis en avant par les personnes présentes :

- l'absence de moyens supplémentaires ;
- l'impossibilité définitive suite à cette réforme à moyens constants de créer des dédoublement en sciences ou en langues supprimés, la fin des marges d'autonomie organisationnelle même minimales, une austérité maximale qui touchera toutes les disciplines ;
- des pressions incessantes pour standardiser la pédagogie ;
- des enseignements qui seront de plus en plus différenciés selon le niveau scolaire, accentuant les inégalités ;
- la diminution de fait du volume de français et de mathématiques pour nombre d'élèves, pour faire tenir la nouvelle organisation ;
- une école à 3 vitesses au moins, un tri social organisé à tous les échelons de l'École, qui s'accélère très fortement après la mise en place des plateformes *Parcoursup* et *Mon Master* ;
- au lycée professionnel, cette logique est à l'œuvre de la même façon avec la 3ème réforme structurelle depuis 2009 : diminution de la part des enseignements généraux, dans les trois réformes mise en place prévue de groupes de niveau français / maths, tri social organisé avec une différenciation de l'année de Terminale selon l'orientation en poursuite d'études ou en insertion professionnelle, élèves sous statut scolaire inséré·e·s en stage en entreprise et "rémunéré·e·s", apprentissage et alternance organisés de façon à affaiblir le statut scolaire des élèves ;
- le niveau BTS est également touché par des réductions de places, les filières sont de plus en plus cloisonnées, les passerelles se tarissent : l'objectif semble être une différenciation sociale nette entre une partie des élèves qui bénéficieront à plein de l'École, et une autre destinée à fournir de la main d'œuvre bon marché rapidement employable.

Quelles actions ? Comment construire la mobilisation ?

Des collègues ont fait voter des motions en CA, qu'ils et elles renouvellent à chaque CA. Des journées de grève ont déjà été organisées localement, ainsi que des journées Collège mort avec l'appui des parents d'élèves. L'assemblée invite à agir au plus vite localement sur cette question : il est totalement de la prérogative des CA de s'exprimer à ce sujet, et selon le Code de l'Éducation le CA a un droit de regard sur l'organisation des enseignements - d'autant qu'ici le gouvernement veut aller vite et faire le forcing, et passe par des textes moins solides réglementairement.

On peut commencer par s'informer de ce qui se passe dans la région et ailleurs (ouest, région parisienne), et informer ses collègues. Même si il est très important d'informer les parents d'élèves (y compris ceux de CM2), et indispensable de construire la mobilisation contre les groupes de niveaux avec elles et eux, c'est à nous de défendre nos métiers, la mobilisation ne peut s'organiser qu'à partir de la base, des établissements, départements...

Les actions sont plus visibles sur temps de travail, avec l'outil de la grève, et il est également utile de prévoir des actions en-dehors du temps de travail. La grève du 2 avril est une date issue de la mobilisation, trop proche pour nous : difficile d'informer et de mobiliser. Une AG du Collectif est néanmoins à prévoir le soir même à la Bourse du Travail de Lille-Fives. Des rassemblements devant le rectorat, sur les marchés, en centre-ville sont à envisager.

Un diaporama informatif sera fourni par les collègues de Jean-Jaurès, pour faciliter l'information aux parents (contacter les organisations), en n'oubliant pas les parents d'élèves de CM2 ("avez-vous choisi le groupe de niveau de votre enfant ?").

Autres actions envisagées : journées collèges morts, opérations escargot, scénettes "classe" jouées à l'extérieur de l'établissement, ...

La question de la communication (liste mél, réseaux) est discutée.